

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Victoire-plus-que-ecrasante-de-Mme-Kirchner-en-Argentine>

Victoire plus que écrasante de Mme Kirchner en Argentine.

- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 26 octobre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« *Plus qu'une victoire, un massacre* » ([\[1\]](#)). C'est en ces termes que le quotidien espagnol *El País* résume le triomphe de la présidente argentine, Mme Cristina Fernández de Kirchner, reconduite à son poste à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle du 23 octobre ([\[2\]](#)), marqué par une forte participation (78,89 % des inscrits). Avec 53,96 % des suffrages *»* contre 43,65 % en 2007 *»*, elle devance largement son principal rival, le socialiste Hermes Binner (16,87 %), suivi par le radical Ricardo Alfonsín (11,15 %). Ce dernier est le grand perdant du scrutin puisque son parti, l'Union civique radicale (UCR), cède sa place de deuxième force politique du pays au Parti socialiste (PS) de M. Binner, lequel *»* ni député, ni sénateur *»* peinera à se faire entendre comme porte-parole de l'opposition.

Les Argentins étaient également appelés aux urnes pour renouveler la moitié des sièges de députés et un tiers de ceux des sénateurs. Le Front pour la victoire-Parti justicialiste (FpV), la coalition péroniste de centre-gauche dirigée par Mme Kirchner, retrouve la majorité absolue à la Chambre des députés et au Sénat, perdue lors des législatives de 2009. Enfin, le FpV obtient huit gouverneurs dans neuf provinces. « *Jamais personne ne s'était assuré autant de pouvoir par la voie électorale* », poursuit *El País*.

Avec ce score sans appel et un écart de 37 points sur son premier rival, Mme Kirchner effectue une percée historique, supérieure à celle de Raúl Alfonsín lors des élections de 1983 (51,75 %), au sortir de la dictature. Le 14 août dernier, elle avait déjà raflé la primaire présidentielle (destinée à sélectionner les candidats des différents partis au scrutin suprême), avec la moitié des voix et une avance de quarante points sur ses adversaires.

Arrivée au pouvoir en 2007, après avoir succédé à son mari, Néstor Kirchner (décédé en octobre 2010 et président de 2003 à 2007), cette ancienne avocate, première femme à avoir été élue présidente de l'Argentine, s'était engagée à assurer la [continuité](#) de la politique de son époux. A la suite des changements majeurs introduits par Néstor Kirchner ([\[3\]](#)) après le tournant néolibéral des années 1990 et la crise financière de 2001 *»* annulation des lois d'amnistie pour les crimes commis lors de la dictature (1976-1983), réforme du [droit du travail](#), instauration de conventions collectives dans l'industrie, remboursement anticipé de la dette (9,8 milliards de dollars) envers le Fonds monétaire international (FMI), sans acquitter les 900 millions de dollars d'intérêts, etc. *»*, Mme Kirchner a mis en place des [mesures](#) qui lui ont permis d'asseoir sa popularité : [renationalisation des retraites](#), réforme de la loi sur les faillites d'entreprises, loi contre la concentration des médias, mariage des couples homosexuels, nouveaux programmes d'aides sociales, etc.

Les « experts » libéraux n'ont eu de cesse de dénoncer un programme politique contredisant en tout point les conseils du FMI. Pourtant, en février 2011, la banque française BNP Paribas concédait : en Argentine, « *la réalité a donné tort aux Cassandres* » ([\[4\]](#)). Le pays connaît en effet une croissance qui ferait rêver de l'autre côté de l'Atlantique, « *la plus forte des pays occidentaux* » entre 2002 et 2011, selon une étude du Centre pour la recherche économique et politique ([\[5\]](#)). En 2010, le produit intérieur brut (PNB) croissait ainsi de 9,2 % *»* plus vite qu'au Brésil *»*, le taux de pauvreté était ramené à 11 %, contre 45 % en 2002, et le chômage à 7 %. Autant d'éléments qui valent à Mme Fernández de Kirchner le soutien des classes populaires, pilier traditionnel du [péronisme](#) dont elle se veut l'héritière, et d'une bonne partie des classes moyennes.

Pour autant, la présidente doit faire face au mécontentement grandissant d'une frange de la population, notamment parmi les mouvements de [chômeurs](#), très actifs en 2001. De fortes inégalités perdurent, les prix sont en hausse *»* dopés par l'inflation, que les estimations non officielles placent à 25 % *»*, et les richesses du pays restent accaparées par une poignée de multinationales, dont le pouvoir est accusé de servir les intérêts.

Olivier Pironet.

[La Valise diplomatique](#). Paris, le 26 octobre 2011

[1] « [¿ Cristina para siempre ?](#) », *El País*, Madrid, 25 octobre 2011.

[2] Les résultats officiels portent sur 98,25 % des bureaux de vote. Les chiffres définitifs seront communiqués avant le 10 décembre, date de l'entrée en vigueur du nouveau mandat de la présidente.

[3] Lire « [L'Argentine et le souffle du kirchnerisme](#) », par Guillaume Beaulande, *Mémoire des luttes*, 25 décembre 2010.

[4] « Argentine, parti pour durer finalement ? », *Eco-conjoncture*, n° 2, février 2011, cité par Pierre Salama dans « [Croissance et inflation en Argentine sous les mandatures Kirchner](#) » (PDF), *Problèmes d'Amérique latine*, n° 82, hiver 2011-2012, Paris, octobre 2011.

[5] « [The Argentine Success Story and its Implications](#) », *Center for economic and policy research (CEPR)*, octobre 2011.